

Document

Selon le FMI, la récession mondiale s'achève, mais la reprise sera laborieuse (03.10)

Le Monde – 01.10

Olivier Blanchard, l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), peut être satisfait, lui qui avait tiré l'un des premiers la sonnette d'alarme et plaidé, dès novembre 2008, pour des politiques massives de soutien aux économies en déroute : *"La croissance économique est redevenue positive"*, comme il l'a annoncé, le 1^{er} octobre à Istanbul, en présentant le Panorama économique mondial à l'occasion de la réunion annuelle du Fonds.

Effectivement, la météo du FMI prédit une embellie plus rapide et plus nette que celle qui était attendue. Le Fonds a revu à la hausse la croissance mondiale pour 2009 et 2010 : la récession limitée à - 1,1 % pour l'année en cours cédera la place à une reprise de + 3,1 %, en 2010. Autre bonne nouvelle, ce rebond s'effectuera sans redémarrage de l'inflation.

Presque tous les pays progressent plus qu'espéré : les Etats-Unis rebondiront de - 2,7 % (2009) à + 1,5 % (2010). Locomotive mondiale, la Chine réussit le tour de force de dépasser les + 8 % que lui avait assignés son gouvernement pour éviter des troubles sociaux et elle réalisera respectivement + 8,5 % et + 9 %. Lanterne rouge, la Russie enregistrera en 2009 un recul record de 7,5 % et son redémarrage ne dépassera pas les + 1,5 %.

La différence de rythme se confirme entre pays avancés, qui croîtront de + 1,7 % en 2010, et pays émergents, qui repartiront de l'avant à la cadence de + 5,5 %. Effectivement, la convalescence promet d'être longue dans la zone euro où l'on attend un médiocre + 0,3 % en 2010. Ni l'Allemagne (+ 0,3 %), ni la France (+ 0,9 %), ni l'Italie (+ 0,2 %), ni l'Espagne (- 0,7%) ne tireront rapidement l'Europe de l'ornière.

L'Asie constitue le peloton de tête grâce à la Chine mais aussi grâce à l'Inde (+ 6,4 %), à la Corée du Sud (+ 3,6 %) et même au Japon, qui retrouvera des couleurs (+1,7 %). L'Afrique affiche toujours sa résilience et ne connaîtra pas du tout la récession (+ 4 % en 2010).

"Mais il y a de moins bonnes nouvelles", prévient pourtant M. Blanchard. En effet, le panorama n'est pas si rose que ça. On y lit que la croissance attendue de 2010 à 2014 sera chaque année de 4 %, soit 1 point de moins qu'avant la crise. Ce qui fera des dégâts : grosso modo, les pays développés paieront cette relative mollesse par une aggravation du chômage qui devrait frapper 10 % des actifs dans le courant 2010, exception faite de l'Espagne, qui dépassera les 20 %. Quant aux pays en développement, ils verront la pauvreté regagner du terrain, notamment en Afrique subsaharienne où le PIB par tête devrait reculer pour la première fois de la décennie.

Le panorama énumère les risques qui pourraient étouffer dans l'oeuf la croissance. Il y a l'état de santé incertain du secteur bancaire qui n'a pas fait la moitié du ménage indispensable dans ses actifs dangereux ; manquent 1 500 milliards de dollars (1 029 milliards d'euros) à déduire ! Il y a les bulles boursières qui menacent de se reformer, par exemple en Chine en raison d'un crédit débridé.

Il y a les déficits budgétaires qui enflent pour cause de plans de sauvetage des banques ou de relance, et qui pourraient faire douter les marchés de la persistance de la reprise et de la solidité des monnaies. Il y a la grippe H1N1 et le renchérissement des cours du pétrole qui, chacun à leur manière, pourraient tétaniser l'activité. Il y a la fin prochaine des politiques publiques de soutien, le goût retrouvé des ménages pour l'épargne et la montée du chômage, qui ne laissent pas espérer le retour d'une consommation vigoureuse.

Le défi est donc de transformer le regain d'aujourd'hui en croissance vraiment durable. M. Blanchard a donc répété les trois messages que le FMI martèle depuis quelques semaines à l'intention de ses 186 Etats membres. D'abord, mener enfin à son terme la restauration du secteur financier, qui ne pourra assurer le financement de l'économie sans recapitalisation et réformer les retraites et les régimes de santé. Ensuite, continuer à soutenir l'économie malgré la montée des déficits publics et ne pas tailler dans les politiques d'aide "*de façon prématurée*", tant que la reprise ne sera pas solidement installée. Enfin, préparer la fin des interventions publiques et des politiques monétaires accommodantes en faisant savoir en toute transparence aux marchés ses modalités.